



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°277 du dimanche 22 janvier 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Toute l'actualité de vos départements ministériels à la page 6.

Transfert de ressources aux collectivités territoriales : Plus de 57 milliards de F CFA seront débloqués pour les communes en 2017

P. 9



Palais de Justice de Kaya : Chaude journée entre Force de sécurité et Kogl-weogo Page 2

Incendie au grand marché de Koupéla Page 4

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.



Palais de Justice de Kaya : Chaud journée entre Force de sécurité et Kogl-weogo

Région du Centre-Nord



Le Kogle-Weogo, attendant le verdict.

Une ambiance inhabituelle a régné au Palais de justice de Kaya, le mardi 10 janvier 2017. Et pour cause, le palais était sous une bonne garde des Forces de défense et de sécurité (FDS) composées des éléments de la gendarmerie nationale, de la police nationale et de la Garde de sécurité pénitentiaire (GSP). Le principal fait qui a mobilisé tant ces FDS, est la convocation et l'audition d'éléments des Kogl-weogo de Pensa pour une affaire d'arrestation et de séquestration d'un conseiller municipal. Une centaine d'éléments des Kogl-weogo d'autres localités de la région du Centre-Nord et même au-delà se sont mobilisés pour

assister à l'audition de leurs camarades.

Selon le procureur du Faso près le Tribunal de grande instance (TGI) de Kaya, Abdoul Kader Nagalo, le vendredi 6 janvier dernier, Moumouni Sebgo est venu se plaindre qu'il a été arrêté, séquestré par un groupe Kogl-weogo de Pensa.

Il nous a dit que le 1er janvier 2017, il a été arrêté au motif qu'un certain Abaye aurait déclaré lui avoir remis une chèvre pour les fêtes, il y a trois ans. Après l'arrestation de celui-ci, ils l'ont conduit à leur siège, où il a été ligoté de 8h à 14h.

Et sous l'effet de leurs menaces,

bastonnades et sévices, il a menti en reconnaissant avoir pris la chèvre avec le sieur Abaye.

Après cet aveu forcé, ils lui ont enjoint de payer la somme de



Bamogo Nikiéma, représentant des Kogle-Weogo.

La suite à la page 4



La suite de la page 2.



Le Kogle-Weogo en pleine concertation.

155 000 F CFA, plus une chèvre dans un délai de six jours », a-t-il souligné. Et de poursuivre : « Profitant de ce délai, le plaignant est venu se plaindre à notre niveau et nous lui avons remis des convocations pour ces personnes qu'il a citées ».

A en croire M. Nagalo, dès que les convocations leur ont été notifiées par la gendarmerie nationale, ceux-ci ont appelé au téléphone Moumouni Sebgo en lui disant que s'il refuse de payer l'argent demandé, ils reviendront l'arrêter. Et pour éviter une deuxième arrestation, il s'est réfugié à la gendarmerie de Pensa. Informé de ce fait, les Kogl-weogo ont convoqué le Conseil villageois de développement (CVD) du village (un ami de Moumouni Sebgo) et son secrétaire général. « Ces derniers leur ont fait comprendre qu'ils ne savent rien de cette vieille histoire », a soutenu le procureur. Les

Kogl-weogo ont pris ensuite en otage le grand-frère du conseiller, sa femme et ses enfants successivement en leur intimant l'ordre de payer une somme de 150 000 F CFA. Moumouni Sebgo le plaignant leur a versée la somme demandée et ils ont décidé de l'expulser du village parce qu'il a osé défier leur autorité », a signifié Abdoul Kader Nagalo pour qui, on ne peut expulser quelqu'un de cette façon dans un village. « Nous avons émis des convocations à un certain nombre des Kogl-weogo.

La version des kogl-weogo

. « Nous sommes venus pour signifier à la justice que nous n'avons pas fait la force au conseiller municipal. Il est un complice et la sanction des Kogl-weogo ne pouvait pas l'épargner », a affirmé Nikiéma Bamogo, l'un des responsables Kogl-weogo de Boulga, la localité

où les faits se sont passés. Livrant sa version des faits, il a fait savoir qu'une personne est venue se confier à eux en leur disant qu'elle a donné ses animaux à un éleveur qui en a vendu 61 têtes. « L'éleveur nommé Abaye racontait chaque fois au propriétaire qu'il avait perdu les animaux. Dans ses recherches, le propriétaire a



Le Procureur près du TGI de Kaya.

La suite à la page 4.



ACTU RÉGION

La suite de la page 3.

retrouvé un des animaux chez une personne qui a confié l'avoir payé chez l'éleveur en question. Quand nous l'avons interpellé, ce dernier a reconnu les faits qui lui sont reprochés et a même pris l'engagement de rembourser les 61 animaux volés. Il a aussi accepté payer l'amende, représentant les frais de carburant des Kogl-weogo », a-t-il dit.

Dans leur interrogatoire, selon Nikiéma Bamogo, le présumé voleur leur a confié avoir offert une chèvre en guise de cadeau à un conseiller municipal du nom de Moumouni Sebgo, il y a de cela trois ans. « Nous avons donc convoqué le conseiller

municipal pour savoir s'il était au courant que la chèvre offerte n'appartenait pas à l'éleveur », a-t-il poursuivi. A l'en croire, Moumouni Sebgo a nié les faits dans un premier temps avant de les reconnaître. « Nous lui avons signifié qu'il était complice. Car, informé de l'interpellation de l'éleveur, il devrait se présenter à nous pour témoigner sur les faits qui sont reprochés au voleur. Aussi, le conseiller municipal avait pris 5 000 F CFA avec le voleur en lui promettant de l'aider à se tirer de cette affaire. C'est pourquoi, nous l'avons verbalisé de rembourser la chèvre et de payer une amende de 155 000 FCFA », a-t-il expliqué. Selon ses dires, ce dernier aurait

accepté de payer la chèvre et l'amende dans un délai de six mois. « Le jour « J », en lieu de l'amende, c'est une convocation qu'il nous a tendue », s'est indigné M. Bamogo.

Aux dernières nouvelles les kogl-weogo ont accepté après l'audition du substitut de rembourser la somme de 155 000 FCFA du plaignant.

Un ultimatum avait été lancé aux kogl-weogo de quitter les lieux vers 13 heures ce qui a désamorcé la tension sur place.

Valentin Ouédraogo pour SCI

Incendie au grand marché de Koupéla

Région du Centre-Est

Le grand marché de la ville de Koupéla dans la province du Kourittenga a été entièrement consumé aux premières heures de ce lundi 16 janvier 2017.

Tout est parti d'un camion transportant des barriques d'essence frelatée en provenance de l'Est. Lorsque le conducteur du camion forçait l'arrêt, son véhicule avait déjà pris feu, nous relate les témoins. Du feu de ce camion stationné brusquement au bord du marché, coté Nord vers le mur du commissariat central de police, le marché fut tout embrasé. Au bilan de ce matin de bon heure, aucune



Le marché de Koupéla dévasté par les flammes.



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

perte en vie humaine ni de blessé. Cependant, la quasi-totalité des marchandises qui y trouvaient fut calciné, même si l'on voyait quelques personnes qui tentaient de dégager ou de sauvegarder quelques matériels. Force est de dire que rien ne fut épargné de ce grand marché de Koupéla.

Cependant, il faut noter la prouesse et l'aide de la société des routes dénommé SORUBAT qui a pu dépêcher des camions citernes plein d'eau sur les lieux. Ces derniers ont œuvré surtout à ce que la grande station à essence TOTAL implantée tout juste au bord du marché ne soit atteinte. Par contre la population de Koupéla n'a pas toléré l'arrivée tardive des sapeurs-pompiers qui étaient informés bien longtemps. Donc elle les a refoulés. Presque toutes les autorités de la région avec à leur tête le gouverneur se sont retrouvées sur les lieux du drame pour constater de visu les dégâts et témoigner leur compassion aux commerçants en perte.

Amédée W. SILGA pour
SCI



Les autorités de la région ont apporté leur soutien aux victimes.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Compte Rendu du Conseil des Ministres du 18 janvier 2017

Région du Centre



I.1. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a examiné un projet de loi et adopté un rapport.

Le projet de loi porte crédit-bail au Burkina Faso.

Ce projet de loi vise à insérer dans l'ordonnancement juridique interne, le projet de loi uniforme relatif au crédit-bail dans les Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le rapport concerne la passation de deux (02) marchés par la procédure d'entente directe avec la société CFAO TECHNOLOGIES pour la réhabilitation et l'entretien des équipements de surveillance.

Le Conseil a marqué son accord pour la conclusion des marchés avec la société CFAO TECHNOLOGIES pour les montants suivants :

- deux cent vingt-trois millions sept cent quarante-huit mille trois cent quinze (223 748 315) FCFA TTC, pour la réhabilitation des équipements de surveillance ;
- cent neuf millions huit cent

quarante-huit mille trente-sept (109 848 037) FCFA TTC pour le montant minimum et cent trente-sept millions trois cent vingt mille quatre cent quatorze (137 320 414) FCFA TTC pour le montant maximum, pour l'entretien et la maintenance de l'ensemble des équipements de surveillance.

Le financement est assuré par le budget de l'Etat.

I.2. AU TITRE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la clôture de l'année internationale des légumineuses.

Le Burkina Faso a été choisi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour abriter la clôture de l'année internationale des légumineuses les 10 et 11 février 2017, sous le thème "Valorisation des légumineuses dans le cadre des ODD et pour la résilience au changement climatique". Cette activité vise la promotion de la production et de la consommation des légumineuses à travers le partage des modèles de réussite issus du monde entier.

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, Le mercredi 18 janvier 2017,

en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 13 H 00 mn,

sous la présidence de

Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE,

Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour,

entendu une communication orale

et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

les dispositions nécessaires en vue de l'organisation réussie de la clôture de l'année internationale des légumineuses dans notre pays.

I.3. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté trois (03) décrets.

Le premier porte octroi d'un permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or à la société **NORDGOLD YEOU SA** dans la commune de Bouroum, province du Namentenga, région du Centre-nord.

L'adoption de ce décret permet à la société **NORDGOLD YEOU SA** d'exploiter ladite mine couvrant une superficie de 12,60 km² pour une durée d'exploitation de trois (03) ans, de prolonger la durée de vie de la mine de Taparko.

Le deuxième porte octroi d'un permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or à la **Société des Mines de Sanbrado (SOMISA) SA**, dans la commune de Boudry, province du Ganzourgou, région du Plateau-central.

L'adoption de ce décret permet à la Société des Mines de Sanbrado

(SOMISA) SA, d'exploiter le gisement de Sanbrado couvrant une superficie de **25,89 km²** pour une durée de sept (07) ans, de générer des recettes d'un montant de **soixante-seize milliards quatre cent huit millions huit cent quatorze mille six cent (76 408 814 600) FCFA** au profit de l'Etat et de créer **300 emplois directs et 600 emplois indirects.**

Le troisième décret porte octroi d'un permis d'exploitation industrielle de grande mine de calcaire à ciment à la société **SAHELIAN MINING SA**, dans les communes de Tin-Akoff et de Gorom Gorom, province de l'Oudalan, région du Sahel.

Ce gisement couvrant une superficie de **20,89 km²** pour une réserve estimée à **20 000 000 de tonnes** avec une production moyenne de clinker de **600 000 tonnes** par an aura une durée d'exploitation de **vingt (20) ans.**

Ce projet d'exploitation permettra de créer **400 emplois directs et plus de 1000 emplois indirects**, d'apporter une contribution annuelle de **quatre milliards cent quatre vingt quatre millions trois cent trente quatre mille (4 184 334 000) FCFA** au profit du fonds minier

de développement local et de générer des recettes d'un montant de **vingt-cinq milliards huit cent trente cinq millions (25 835 000 000) de FCFA** au profit de l'Etat.

II. COMMUNICATION ORALE

Le ministre de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale a fait au Conseil une communication relative à la tenue de la rencontre gouvernement/organisations syndicales, le 24 janvier 2017.

Le Conseil salue la tenue de cette rencontre et en appelle à une collaboration fructueuse pour un climat social apaisé.

**Le Ministre de la
Communication et**

**des Relations avec le
Parlement,**

**Porte-parole du
gouvernement,**

Rémis Fulgance DANDJINO

Officier de l'ordre national



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Financement du projet de construction et de bitumage de la route «Ouahigouya-Djibo»: le Royaume d'Arabie Saoudite apporte un appui d'environ 22,5 milliards de francs CFA

Région du Centre



le Royaume d'Arabie Saoudite apporte un appui d'environ 22,5 milliards de francs CFA.

L'annonce a été faite par Dr Waleed A. Alhamoudi, Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite au Burkina Faso à Madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement.

Au cours de l'entretien que lui a accordé le ministre de l'économie, des finances et du développement, le diplomate saoudien a annoncé que son pays, à travers le Fonds Saoudien de développement a approuvé l'octroi au Burkina Faso d'un prêt de cent trente-huit millions

sept cent cinquante mille 138.750.000 riyals saoudien soit environ vingt deux milliards deux cents millions de francs CFA (22.500.000.000), pour contribuer au financement du projet de construction et de bitumage de la route «Ouahigouya-Djibo».

La durée du prêt est de 30 ans dont une période de grâce de 10 ans et taux d'intérêt de 1% par an. Dr Waleed A.

Alhamoudi, Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite au Burkina Faso, a indiqué que ce geste, vise à appuyer les efforts

de développement du Burkina Faso.

Madame le ministre de l'économie, des finances et du développement a saisi l'occasion pour saluer la qualité des relations qui lient nos deux pays et traduire la gratitude du gouvernement Burkinabè au Royaume d'Arabie Saoudite, pour l'appui constant dont le Burkina Faso bénéficie.

Elle a par ailleurs souhaité que ce partenariat puisse se renforcer pour prendre en compte les nombreux projets prioritaires inscrits dans le PNDES.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Transfert de ressources aux collectivités territoriales : Plus de 57 milliards de F CFA seront débloqués pour les communes en 2017

Région du Centre

Le ministre de l'économie, des finances et du développement et ses collègues de la santé et du budget, ont signé le jeudi 19 janvier 2017 à Ouagadougou, des arrêtés interministériels portant transfert des ressources aux communes. D'un montant total de cinquante-sept milliards cinq cent sept millions sept cent huit mille (57 507 708 000) de F CFA, ces ressources permettront aux communes d'assurer une meilleure fourniture des services sociaux de base (santé, éducation, eau potable et assainissement etc.).

Pour l'exercice budgétaire 2017, le Gouvernement du Burkina Faso va débloquer environ 57 milliards au profit des collectivités locales. En 2011, ce sont environ 15 milliards de F CFA qui avait été alloués aux communes soit une hausse de 282,17%. La dotation des communes en ressources financières à hauteur de 57 milliards, constitue une première et témoigne de la volonté du Gouvernement d'assurer un plein accompagnement des communes dans l'exécution de leurs missions.

Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, ministre de l'économie, des finances et du développement, a souligné le rôle déterminant que joue les collectivités territoriales. Elle a, par ailleurs, indiqué que l'ambition du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) est de parvenir en 2020, au transfert d'au moins 15% du budget de l'Etat aux collectivités. Mais en attendant de relever ce défi, Mme le ministre en



Ces ressources permettront aux communes d'assurer une meilleure fourniture des services sociaux de base.

charge de l'économie s'est engagé à prendre des dispositions idoines pour rendre disponible les ressources allouées avant la fin du premier trimestre de 2017.

Le président de l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF), Armand Roland Pierre BEOUNDE, par ailleurs maire de la ville de Ouagadougou s'est réjoui de cette volonté affichée du Gouvernement d'appuyer les communes. Toutefois, il a énuméré un certain nombre de difficultés qui plombent l'action des communes. Il s'agit entre autre de la réticence de certains services déconcentrés de l'Etat à appliquer les textes, l'inadéquation des organigrammes des communes et les difficultés rencontrées dans la passation et l'exécution des marchés. Avant de

conclure son propos, le président de l'AMBF, a réaffirmé l'engagement des collectivités territoriales à faire en sorte que les ressources mises à leur disposition soient transformées en biens et services en réponse aux préoccupations des populations.

En rappel, le Gouvernement du Burkina Faso procède chaque année et ce, depuis 2009, au transfert de ressources financières aux communes pour leur permettre de prendre en charge les compétences qui leur ont été transférées dans cinq domaines, notamment l'éducation, santé, eau potable et assainissement, culture et sport. C'est donc dans cet élan d'accompagnement des municipalités qu'est intervenu la signature des arrêtés interministériels portant transfert de ressources aux communes.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Incendie du marché de Koupèla : le réconfort du gouvernement aux commerçants

Région du Centre-Est



Le ministre de la sécurité intérieure, réconfortant les commerçants qui ont tout perdu.

Une mission gouvernementale composée du Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré, du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Stéphane Sanou et du Secrétaire général du Ministère en charge des Transports, s'est rendue le jeudi 19 janvier 2017, à Koupèla. Elle est allée apporter le soutien et le réconfort de l'exécutif aux commerçants suite à l'incendie du marché de la localité, survenu dans la nuit du 15 au 16 janvier 2017.

A son arrivée, la délégation gouvernementale a avant toute chose, rendu une visite de courtoisie au Naaba Yemdé, Chef de Koupèla. Elle

a ensuite visité la nouvelle caserne non-fonctionnelle des sapeurs-pompiers avant de se rendre sur le lieu du sinistre pour constater les dégâts. A l'issue de cette visite, les émissaires du gouvernement se sont entretenus avec les commerçants, qui visiblement sont encore sous le choc. Les différents intervenants ont remercié le gouvernement pour cette marque de compassion. Ils ont par ailleurs sollicité son accompagnement pour la relance des activités économiques, la construction d'un marché digne de ce nom, et surtout de l'aide pour les commerçants qui, à cause de l'incendie, ont tout perdu.

Prenant la parole, le ministre d'Etat, Simon Compaoré, chef de la délégation a déclaré être venu au nom du Président du Faso et du Premier ministre pour s'enquérir de

la situation, soutenir les commerçants et inviter la Chambre de Commerce et toutes les organisations à conjuguer leurs efforts afin venir en aide aux commerçants pour une reprise rapide de leurs activités. « Nous connaissons l'importance de ces commerçants dans une ville comme Koupèla. Il va s'en dire que, trouver des solutions pour la reprise des activités le plus tôt, serait le mieux », a dit le Ministre d'Etat. Pour ce qui concerne les problèmes urgents qui ont été signalés, notamment alimentaire, Simon Compaoré a promis rendre compte aux plus hautes autorités du pays qui, à l'en croire auront certainement un mot à dire à ce niveau.

Quant à la construction du marché de Koupèla, les deux ministres ont invité les bonnes volontés à mener des réflexions pour trouver des pistes

La suite à la page 11.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

possibles permettant d'accompagner utilement les commerçants afin qu'ils puissent continuer à animer la vie économique de la localité. Le Ministre en charge de la sécurité a aussi informé la population que des dispositions ont été prises pour barrer la route aux transports frauduleux de carburant dans notre pays. Avant de quitter Koupèla, les émissaires du gouvernement ont rassuré la population quant

à l'opérationnalisation bientôt de la Brigade Nationale des Sapeurs-pompiers de la localité. En rappel, l'incendie du marché de Koupèla a été provoqué par un camion transportant des bidons d'essence frelatée. En effet, Ce camion en provenance de Fada N'gourma et dont l'arrière train était en flammes, s'était stationné en urgence sur la route jouxtant le marché central de Koupèla. Malheureusement le feu s'est très vite

propagé à l'ensemble du marché, sous les regards impuissants des riverains. Fort heureusement, il n'y a eu pas de perte en vie humaine mais, des dégâts matériels estimés à plus des centaines de millions de F CFA.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI

COMMUNIQUÉ

Accident sur l'axe Ouaga-Bobo-Dioulasso: le gouvernement en appelle à la prudence

Dans la nuit du 17 au 18 janvier 2017, un car de transport en commun de la compagnie nigérienne SONEF en partance pour la Côte d'Ivoire a percuté une épave calcinée d'un véhicule en bordure de voie.

L'accident s'est produit sur la route nationale N°1, Ouagadougou-Bobo Dioulasso, à DanKari dans la commune de Houndé, localité située à environ 90 km de Bobo-Dioulasso. Le bilan fait état de 10 morts et d'une quarantaine de blessés.

Les autorités administratives se sont immédiatement rendues sur les lieux pour apporter soutien et compassion aux victimes. Des dispositions ont été prises pour assurer une sépulture aux morts, et pour l'évacuation des blessés au CMA de Houndé et à l'hôpital Souro Sanou de Bobo-Dioulasso pour y recevoir les soins adéquats.

Le Gouvernement présente ses condoléances aux familles éplorées et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Il invite une fois de plus les usagers à la prudence et au strict respect du Code de la route.

Le service d'information du gouvernement



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: VNU paix régionale et spécialiste du programme de sécurité des citoyens

La description

VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES

DESCRIPTION DE CESSION

Préambule:

Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) est l'organisation des Nations Unies qui promeut le volontariat afin de soutenir la paix et le développement dans le monde entier. Le volontariat peut transformer le rythme et la nature du développement et il profite à la fois la société en général et le volontaire individuel. Le programme VNU contribue à la paix et au développement en prônant le volontariat mondialement, en encourageant ses partenaires à intégrer le volontariat dans les programmes de développement, et en mobilisant des volontaires.

Dans la plupart des cultures, le volontariat est profondément ancré dans les traditions, anciennes établies de longue date de partage et de soutien au sein des communautés. Dans ce contexte, Volontaires des Nations Unies participent à diverses formes de volontariat et jouent un rôle dans le développement et la paix, avec des collègues, des organismes d'accueil et les communautés locales.

Dans toutes les affectations,

les Volontaires des Nations Unies de promouvoir le bénévolat par leur action et de conduite. Pratiquer une activité bénévole peut efficacement et positivement enrichir leur compréhension des réalités locales et sociales, ainsi que de créer un pont entre eux et les gens dans leur communauté d'accueil. Cela rendra le temps qu'ils passent comme Volontaires des Nations Unies encore plus enrichissante et productive.

Type d'affectation: Volontaire International des Nations Unies

Type d'affectation Lieu: Lieu d'affectation famille

Titre de l'affectation: la paix régionale et spécialiste du programme de sécurité des citoyens

Lien avec le Cadre stratégique du programme VNU: Sécurisation de l'accès aux services sociaux de base

Lieu d'affectation, pays: Dakar, Sénégal

Durée (en mois): 12 mois avec possibilité de prolongation en fonction des performances

Date prévue de début: milieu de Février 2017

Institution hôte / hôtesse Agence: Programme des Volontaires des Nations Unies

Organisationnelle Contexte / projet:

Le cadre stratégique du programme VNU 2014-2017 préconise la mise en valeur

efficace de la capacité des unités VNU sur le terrain sur la base au niveau des pays avec le soutien consultatif du programme de haute qualité par le biais d'un bureau régional. Le Cadre stratégique informe les programmes mondiaux dans les domaines prioritaires suivants: a) l'accès aux services de base, b) la résilience communautaire pour l'environnement et la prévention des catastrophes, c) consolidation de la paix, d) Les jeunes et les capacités nationales bâtiment grâce à des programmes de bénévolat.

Dans le contexte du cadre stratégique du programme VNU et à travers les programmes globaux, les bureaux régionaux VNU sont de fournir un soutien programmatique de haute qualité et d'établir des partenariats stratégiques au niveau régional pour promouvoir le volontariat pour la paix et le développement dans leurs régions respectives.

Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) est l'organisation des Nations Unies qui contribue à la paix et le développement par le volontariat dans le monde entier. Le bénévolat est un moyen puissant de faire participer les gens pour relever les défis de développement, et il peut transformer le rythme et la nature du développement. Le volontariat profite à la fois la société en général et le volontaire en renforçant la confiance, la solidarité et la réciprocité entre les citoyens,

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

et en créant délibérément des opportunités de participation. Le programme VNU contribue à la paix et au développement en plaidant pour la reconnaissance des bénévoles, travaillant avec des partenaires à intégrer le volontariat dans la programmation du développement et en mobilisant un nombre et la diversité des bénévoles de plus en plus, y compris expérimentés. Volontaires des Nations Unies, à travers le monde. VNU conçoit le volontariat comme universel et, et reconnaît le volontariat dans sa diversité, ainsi que les valeurs qui la soutiennent: le libre arbitre, l'engagement, l'engagement et la solidarité. VNU engagé 6,351 Volontaires des Nations Unies en 2013, sur un total de 6459 missions. VNU a son siège à Bonn, en Allemagne et a présence sur le terrain de l'unité dans environ 69 pays.

Les bureaux régionaux VNU est une initiative actuellement mis en œuvre dans quatre endroits, Bangkok, Nairobi, Panama et Dakar et devrait être étendu à d'autres régions. Il est composé d'un directeur régional et 5 Volontaires internationaux des Nations Unies et 1 Assistant de programme. Au niveau du siège VNU le Bureau régional des Nations Unies est dirigé par le coordonnateur en chef du programme. Les principaux objectifs du Bureau régional sont: (i) fournir le programme consultatif de soutien de haute qualité pour les parts et les partenaires sur le terrain; (ii) établir un partenariat stratégique avec les entités des

Nations Unies, Gouvernement, les organismes régionaux, les organisations de la société civile et les organisations de volontaires impliquant pour positionner le programme VNU au niveau régional; (lii) un plaidoyer efficace et la promotion du volontariat au niveau régional à travers des conférences pertinentes, des forums, des réseaux, etc. Dans le contexte du cadre stratégique du programme VNU (2014-2017), la Stratégie jeunesse Volontariat VNU (2014-2017) et le Global programmes, les Volontaires internationaux des Nations Unies dans les bureaux régionaux travailleront dans les cinq domaines prioritaires où le bénévolat a un impact transformationnel et cumulatif sur la vie des gens.

Description des tâches:

Sous la supervision directe du directeur régional du programme VNU, qui est le chef du Bureau régional des VNU et en étroite consultation avec les gestionnaires de portefeuille et les unités de gestion, la paix des Nations Unies et des bénévoles régional Spécialiste du programme de sécurité des citoyens doit:

A. Entreprendre et soutenir le pays aménagement du territoire / du projet et de la programmation sur les initiatives de paix et de sécurité des citoyens en ligne avec le Programme consolidation de la paix mondiale, y compris l'élaboration de programmes, la préparation des notes conceptuelles et documents de projet, support technique et de coordination pour les

unités de gestion.

Plus précisément, elle / il entreprendra les fonctions clés suivantes:

Se tenir au courant des défis et des priorités sur la paix et la sécurité des citoyens en général, développement et liés bénévolat dans les pays de la région afin d'identifier les points d'entrée pertinents au niveau unités de gestion du programme VNU (FU) pour la programmation et les partenariats;

Fournir un soutien aux FUs dans l'élaboration des notes conceptuelles et documents de projet en conformité avec les critères de qualité stratégiques à prendre en considération pour un financement au titre des programmes mondiaux VNU;

Élaborer des cadres de résultats cohérents et théories du changement aligné sur le programme VNU IRRM, les documents relatifs aux programmes mondiaux et des projets globaux pour chaque domaine prioritaire;

Identifier les opportunités programmatiques qui maximisent le potentiel de mobilisation des bénévoles ainsi que la promotion du bénévolat à travailler en étroite collaboration avec le FUs et les gestionnaires de portefeuille;

Recueillir des informations pertinentes et des analyses sur les tendances régionales en matière de paix et de la sécurité des citoyens en général et le bénévolat liées notamment comme base pour

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

apporter des contributions de fond aux discussions, réseau, groupes de réflexion, etc. sur la sécurité et la paix citoyenne et le bénévolat;

Sous la direction du gestionnaire régional, procéder à un exercice d'évaluation en collaboration avec le programme VNU FUs pour recueillir les résultats en fonction des connaissances techniques et des données probantes pour les initiatives en cours sur la sécurité de la paix et de citoyens dans le bénévolat en général et liées émergents et;

Du point de vue de la paix et de la sécurité des citoyens des évaluations au niveau régional, l'analyse et les tendances sur la façon dont le bénévolat est un atout et en notant les défis pour soutenir les initiatives de sécurité de paix et de citoyens régionaux avec les organismes régionaux et sous-régionaux;

Sous la direction du gestionnaire régional et en étroite consultation avec le gestionnaire de portefeuille de fournir des contributions de fond aux équipes Unité de gestion du programme VNU dans leur engagement avec les organismes des Nations Unies à travers le cadre de l'ONU d'aide au développement (PNUAD) et du programme de pays et d'autres outils de planification pour la prévision de la demande dans leurs programmes;

Sous la direction du gestionnaire régional et en étroite consultation avec le gestionnaire de portefeuille, effectuer des missions pour

appuyer les unités VNU sur le terrain dans le programme et formulation des projets sur la sécurité de la paix et du citoyen en général, et le bénévolat liées dans le cadre des plans nationaux de développement, CCA et de l'UNDAF procédés.

Entreprendre des exercices de cartographie afin d'identifier le gazoduc régional, sous-régional et national des projets des différents organismes des Nations Unies, y compris les programmes conjoints des Nations Unies;

Sous la direction du gestionnaire régional, participer à différents forums et réunions sur les questions de paix et de sécurité des citoyens, y compris les initiatives dans le cadre du groupe thématique des Nations Unies régionale interinstitutions sur la sécurité de la paix et du citoyen;

Intégrer VNU connaissances et de l'innovation dans le développement du programme;

gestion et de mise en œuvre des efforts de projet régional de plomb et de soutenir les activités de projet de pays, y compris pour les projets de suivi et d'évaluation;

Fournir des contributions aux plans de travail et des services consultatifs sur la paix et la sécurité des citoyens au niveau FU et du Bureau régional;

Sous la direction du gestionnaire régional, l'appui résultat efficace de rapports sur les programmes mondiaux et régionaux et les résultats globaux pour rendre compte des progrès contre les

VNU IRRM et programmes mondiaux / cadres mondiaux de résultats du projet.

B. Aider le directeur régional dans l'identification et le renforcement des relations avec les principaux partenaires de la région sur les questions de programmation relatives à la sécurité de la paix et du citoyen en général et liées au bénévolat. Plus précisément:

Travailler pour aider directeur régional à explorer le potentiel et développer partneships programmatiques existantes;

utiliser efficacement l'information sur la base de la collecte de preuves sur la paix et la sécurité citoyenne liée bénévolat dans la région et de développer dans les produits et les projets pour la mobilisation des ressources de plaidoyer;

Construire et renforcer les relations avec les organisations Envoi de volontaires, Organisations de la Société Civile et des Organisations non gouvernementales, les universités, les organismes communautaires, les organisations de jeunesse et d'autres partenaires dans la région;

Recueillir des renseignements des donateurs et la cartographie des partenaires concernés. Contribuer à la conceptualisation et la réalisation de matériel de collecte de fonds. Contribuer au développement des paquets de médias sociaux.

C. Autres tâches:

Comme le Bureau régional

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

de VNU est une équipe multidisciplinaire, les membres de l'équipe devraient se soutenir mutuellement et intervenir en l'absence d'un membre de l'équipe. Les membres de l'équipe seront également affectés d'autres tâches par le gestionnaire régional.

En outre, Volontaires des Nations Unies sont encouragés à:

Renforcer leurs connaissances et leur compréhension du concept de bénévolat en lisant VNU et externes des publications pertinentes et prendre une part active dans les activités du programme VNU (par exemple dans les événements qui marquent IVD);

Se familiariser avec et de construire des formes traditionnelles et / ou locales de volontariat dans le pays d'accueil;

Réfléchir sur le type et la qualité de l'action volontaire qu'ils entreprennent, y compris la participation à des activités de réflexion en cours;

Contribuer articles / write-ups sur les expériences de terrain et de les soumettre pour les publications VNU / sites Web, des bulletins d'information, communiqués de presse, etc. ;

Aider avec le Programme de parrainage des VNU pour les Volontaires des Nations Unies nouvellement arrivés;

Encourager, mobiliser et soutenir les collègues, collègues Volontaires des Nations Unies et des membres

de la communauté locale à jouer un rôle actif dans les activités de paix et de développement sur une base volontaire;

Promouvoir ou conseiller les groupes locaux dans l'utilisation du volontariat en ligne ou encourager les individus et les organisations locales concernées à utiliser le service Volontariat en ligne lorsque cela est techniquement possible.

Résultats / Résultats attendus: initiatives de programmation en béton sur la paix et la sécurité citoyenne et de bénévolat liées aux bureaux régionaux de niveau et sur le terrain;

support de haute qualité et la prestation de mise en œuvre régionale du projet;

information fondée sur la preuve sur le bénévolat et la paix et la sécurité des citoyens au niveau régional est documenté, diffusé et utilisé pour la mobilisation des ressources;

Un soutien efficace aux unités VNU sur le terrain pour développer des notes conceptuelles, projet et programme dans le cadre de l'UNDAF, programme de pays, Programme mondial VNU est fourni;

La participation active à la sécurité liées à des forums de paix et de citoyens, conférences, réunions, groupes de travail et un suivi efficace des recommandations pour l'action;

Le développement

des capacités grâce à l'encadrement, le mentorat et la formation formelle sur le tas, en travaillant avec (y compris la supervision) personnel national ou (non) homologues gouvernementaux, y compris les partenaires d'exécution (IP);

Âge, sexe et diversité (AGD) perspective est systématiquement appliquée, intégrée et documentée dans toutes les activités tout au long de la mission

Une déclaration finale des réalisations vers volontariat pour la paix et le développement au cours de la mission, tels que les rapports sur le nombre de bénévoles mobilisés, les activités ont participé et les capacités développées

Qualifications / exigences (y compris les compétences, les valeurs et les compétences):

A. Qualifications, compétences, l'expérience:

Niveau de diplôme: Maîtrise

Type de diplôme : une maîtrise Préférable dans les relations internationales, les études internationales de développement, des études de la sécurité humaine, le développement du programme et de la gestion ou des zones académiques équivalentes;

Années d'expérience de travail:

4-5 ans d'expérience de travail avec au moins 2 ans sur les questions de sécurité liées à la paix et des citoyens, de préférence en ce qui concerne l'engagement des citoyens, le soutien à la société et / ou

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

le volontariat civil, dans un environnement international ou au niveau national;

connaissances de fond dans la conception du projet, la formulation et la gestion;

Connaissance, expérience de travail et aperçu analytique des réalités et des défis de l'Ouest et l'Afrique centrale de développement;

Connaissance et expérience avec le partenariat en développement, la mise en réseau, la mobilisation des ressources et de l'égalité des sexes;

Capacité à travailler en équipe à partir d'une formation multidisciplinaire et culturelle.

Langue (s), maîtrise de l'écrit et parlé français et en anglais est une exigence

Licence requise de conduire:
Non

Compétences informatiques : ordinateurs Compétences avancées (traitement de texte / tableur, PowerPoint)

B) Compétences et valeurs:

L'intégrité et le professionnalisme: une expertise dans le domaine de spécialité et de la capacité à appliquer un bon jugement démontré; haut degré d'autonomie, l'initiative personnelle et la capacité de prendre en charge; la volonté d'accepter les responsabilités et capacité à travailler de façon autonome selon les procédures établies dans un environnement politiquement sensible, tout en exerçant son pouvoir discrétionnaire,

l'impartialité et la neutralité de large; capacité à gérer l'information objective, précise et confidentielle; réactif et client orienté.

Responsabilité: mature et responsable; capacité à fonctionner dans le respect des règles et règlements d'organisation.

Engagement à l'apprentissage continu: l'initiative et la volonté d'apprendre de nouvelles compétences et se tenir au courant des nouveaux développements dans domaine d'expertise; capacité d'adaptation aux changements dans l'environnement de travail.

Planification et organisation: efficacité organisationnelle et les compétences et la capacité à gérer un grand volume de travail d'une manière efficace et en temps opportun de résolution de problèmes; capacité d'établir des priorités et à planifier, coordonner et suivre (propre) de travail; capacité à travailler sous pression, avec des délais contradictoires, et de gérer plusieurs projets / activités.

Travail d'équipe et le respect de la diversité: aptitude à travailler efficacement à travers les frontières organisationnelles; aptitude à établir et maintenir des partenariats et des relations de travail harmonieuses dans un environnement multi-culturel, multi-ethnique avec sensibilité et respect de la diversité et de l'égalité;

C o m m u n i c a t i o n : prouvé compétences interpersonnelles; de

bonnes compétences en communication orale et écrite, y compris la capacité à établir des rapports clairs et concis; capacité d'effectuer des présentations, des options d'articuler et de positions de façon concise; capacité à prendre et défendre des recommandations; capacité à communiquer et faire preuve d'empathie avec le personnel (y compris le personnel national), le personnel militaire, les bénévoles, les homologues et les interlocuteurs locaux issus de milieux très divers; capacité à garder son sang froid et rester utile envers le personnel, mais objective, sans montrer l'intérêt personnel; la capacité de transférer des informations et des connaissances à un large éventail de différents groupes cibles;

La flexibilité, l'adaptabilité et la capacité et la volonté de fonctionner de façon autonome dans des environnements austères, distants et potentiellement dangereux pour des périodes prolongées, impliquant des difficultés physiques et peu de confort, et notamment possible Voyage vaste au sein de la zone d'opérations; la volonté de transférer à d'autres lieux d'affectation dans la zone d'opérations qui peuvent être nécessaires;

Un engagement véritable envers les principes de l'engagement volontaire, qui comprend la solidarité, la compassion, la réciprocité et l'autonomie; et l'engagement envers les valeurs fondamentales de l'ONU.

Conditions de vie:

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

La cession aura lieu dans la capitale de la nation, Dakar, une station de service de la famille (Hardship classification de A). Dakar est une ville vivable. La réception spontanée et l'hospitalité des Sénégalais est parmi les caractéristiques de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Les conditions de vie à Dakar sont bons, ainsi que l'accès aux services de santé. Le vaccin contre la fièvre jaune est obligatoire, et la preuve de la vaccination contre la fièvre jaune est exigée pour l'entrée, en particulier pour les voyageurs de la fièvre jaune les pays d'endémie. Vaccinations contre la méningite à méningocoques et de l'hépatite A et B sont également recommandés. Les médicaments sont disponibles dans les pharmacies à travers Dakar. Les voyageurs doivent porter un approvisionnement de tous les médicaments d'ordonnance nécessaires, ainsi que des copies des ordonnances, y compris le nom générique pour les médicaments, et une alimentation préférés over-the-counter médicaments. Le Sénégal est un pays avec une forte incidence du paludisme. L'utilisation des moustiquaires est fortement recommandé. Les voyageurs sont invités à consulter leur médecin afin de discuter des avantages et des risques de la prise de médicaments anti-malaria. Selon ANSD / RGPHE 2013 estimations officielles, la population de la région métropolitaine de Dakar atteint plus de 3,1 millions de personnes. La population

totale du Sénégal est 13.508.715 habitants (ANSD 2013). Le Sénégal est situé sur UTC / GMT. Le Sénégal a un climat chaud et les journées ensoleillées tout au long de l'année qui en font un confortable lieu d'affectation. Les températures diurnes sont en moyenne autour de 30 ° C. La saison des pluies est en été / la chute de l'hémisphère nord. La monnaie utilisée au Sénégal est appelé Franc CFA (XOF). Le 1er Novembre 2016, le taux de change moyen est de 1 USD = 600 FCFA. Les grands hôtels, les compagnies aériennes, et des restaurants et des entreprises au Sénégal acceptent les principales cartes de crédit internationales (Visa, MasterCard.). Les cartes de débit ne sont pas acceptés. Il est également possible de retirer de l'argent à partir de guichets automatiques bancaires trouvés dans toutes les grandes villes. Les installations d'hébergement sont en général bon et le choix est vaste. Il est possible de louer des logements non meublés et meublés 450-2000 USD. Volontaires des Nations Unies peut également co-location et de partager un logement privé, qui doivent être conformes aux normes minimales de sécurité résidentielle exploitation (MORSS). L'unité de gestion du programme VNU peut fournir une assistance dans la réservation de l'hébergement temporaire pour les premières nuits au frais des bénévoles des Nations Unies, qui peut être prolongée ou non à la discrétion de Volontaire des Nations Unies jusqu'à

l'obtention d'un logement permanent. Transport en ville peut être facilement arrangé par les taxis locaux. Pour entrer au Sénégal, un passeport en cours de validité est nécessaire. CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) ressortissants ne sont pas tenus un visa d'entrée. Les ressortissants d'autres pays peuvent exiger un visa d'entrée ou de visa de long séjour. Ils devraient contacter la représentation sénégalaise la plus proche. Ambassades du Sénégal et du consulat

Conditions de service pour les volontaires internationaux de l'ONU:

La durée de votre mission est de 12 mois. Un volontaire reçoit une indemnité de subsistance des Volontaires (VLA) qui est composé de l'indemnité de subsistance mensuelle (MLA) et une allocation familiale (FA) pour les personnes à charge (trois maximum).

L'allocation de subsistance des Volontaires (VLA) est versée à la fin de chaque mois pour couvrir le logement, les services publics, les transports, les communications et les autres besoins de base. Le VLA peut être calculé en appliquant le Multiplicateur de post-ajustement (PAM) au taux de base VLA de US \$ 1,571. Le taux de base VLA est un taux global à travers le monde, tandis que le PAM est lieu d'affectation / spécifique pays et fluctue sur une base mensuelle en fonction du coût de la vie. Cette méthode assure que les Volontaires internationaux

La suite à la page 18



La suite de la page 18

des Nations Unies ont un pouvoir d'achat comparable à tous les lieux d'affectation indépendamment du coût de la vie variable. Le PAM est établi par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et est publié au début de chaque mois sur le site Web de la CFPI (<http://icsc.un.org>). Par exemple, si le PAM pour le mois en cours est de 37,3%, alors le VLA pour ce mois aura $(1,571 \text{ US } \$ \times 37,3 / 100) + 1,571 = \text{US } \$ 2,157$. De plus, une allocation familiale (FA) est ajoutée en fonction du nombre de personnes à charge reconnues: 250 \$ US si le Volontaire des Nations Unies a 1 reconnu dépendant, et 450 \$ US si le Volontaire des Nations Unies dispose de 2 ou plusieurs personnes à charge reconnues. En conséquence, le VLA par mois sera US 2157 \$ pour un bénévole sans personne à charge; US 2407 \$ pour un volontaire avec l'un reconnu à charge et US 2,607 \$ pour un volontaire avec deux ou plusieurs personnes à charge reconnues.

Dans les lieux d'affectation famille non qui appartiennent à des catégories de difficultés D ou E, selon la classification de la CFPI, les Volontaires internationaux de l'ONU reçoivent un bien-être différentiel (WBD) sur une base mensuelle.

En outre, les Volontaires des Nations Unies sont prévus un règlement en subvention (SIG) au début de la mission (si le volontaire ne résidait pas dans le poste de travail pendant au moins 6 mois avant la prise de l'affectation) et dans le cas d'un

réaffectation définitive à un autre lieu d'affectation.

VNU offre la vie, les assurances, d'invalidité permanente santé, ainsi que Voyage d'affectation, les congés annuels, l'intégration complète dans le cadre de sécurité de l'ONU (y compris les remboursements de sécurité résidentielle).

Volontaires des Nations Unies sont payés Indemnité journalière de subsistance au taux des Nations Unies pour les voyages officiels, billets d'avion pour la visite à domicile périodique et pour le Voyage de rapatriement final (le cas échéant). Indemnité de réinstallation est versée pour un service satisfaisant à la fin de la mission.

VNU fournira, en même temps que l'offre de cession, une copie des conditions de service, y compris le code de conduite, le candidat retenu.

15. application

Si vous n'êtes pas un candidat dans la base de données du programme VNU, s'il vous plaît demander en enregistrant votre profil à: <https://ereta.unv.org/html/index.php?module=myprofile>.

Important : une fois que vous avez créé votre compte VNU en validant votre adresse e-mail, s'il vous plaît remplir toutes les sections de votre profil et sélectionnez le code suivant: « 17SEN_GP_PEACE » dans le menu déroulant dans l'onglet « Spécial Recrutement » de notre site Web 'MyProfile'. Votre demande ne peut être considéré comme une fois que vous avez soumis votre profil VNU complet (bouton vert).

Comme une confirmation de votre inscription réussie, vous recevrez un email avec votre numéro de VNU liste.

Si vous êtes inscrit dans la base de données des candidats VNU, s'il vous plaît mettre à jour votre profil via notre installation basé sur le Web 'MyProfile' à: <http://MyProfile.unv.org>. Dans la section «Special recrutement» sur la gauche, cliquez sur le bouton «Editer» et sélectionnez le code advertisement « 17SEN_GP_PEACE » dans la liste déroulante.

Date de clôture: 26 Janvier 2017 . Seuls les candidats sélectionnés seront contactés.

Volontaires des Nations Unies est un programme d'égalité des chances qui accueille les demandes des professionnels qualifiés. Nous nous sommes engagés à réaliser la diversité en termes de sexe, de nationalité et de la culture

Ville / Ville Dakar, Sénégal
positions Coordination, gestion de projet

Domaines d'activité Autre

Pays Afrique, Sénégal

contrats Travail volontaire

En ligne de lien de l'application <https://www.unv.org/special-calls/unv-peace-and-citizen-security-programme-specialist-unv-regional-office-senegal>

Publicité date d'expiration 26/01/2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

21/01/2017 AU 28/01/2017 Groupe II

N°	PHARMACIE	N° Tel	N°	PHARMACIE	N°
1	Aéroport	25 31 42 22	19	La Famille	25 43 06 85
2	Amaro	25 34 33 28	20	Marlass	78 55 00 52
3	Ar-rahma	25 35 09 86	21	Martin	25 50 84 59
4	Augustine	25 37 61 00	22	Meteba	25 33 53 33
5	Barwende	25 40 85 90	23	Nayyira	25 48 18 41
6	Boulmiougou	25 43 12 68	24	Neima	25 35 56 82
7	Cité An III	25 33 19 66	25	Nemadis	25 37 30 41
8	Dapoya	25 31 32 01	26	Progrès	25 43 01 62
9	Delwindé	25 36 72 80	27	Providence	25 31 86 48
10	Denisa	71 82 76 60	28	Rood Wooko	25 30 88 90
11	Faso	25 38 19 29	29	Sangoulé Lamizana	25 41 13 00
12	Flayiri	25 40 73 44	30	Schifeyi	25 40 27 42
13	Hamdalaye	25 34 36 94	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
14	Heera	25 31 66 10	32	Sigri	25 41 21 48
15	Jabnéel	25 44 78 70	33	Sud	25 38 42 82
16	Jourdain	25 36 06 86	34	Talba	25 36 22 25
17	Karpala	25 37 14 14	35	Tanko	25 35 15 57
18	Koulouba	25 31 19 18	36	Univers	25 41 99 65
			37	Wati	25 38 52 92
			38	Yobi	25 31 16 30

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F.

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembéle
- Valentin Mano
- Réhwendé Hervé Roomba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poôda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbégo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*